

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2008 — 1417

[C - 2008/31206]

22 MARS 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2006 entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2006 entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme.

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Commission communautaire française modifiant le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme et abrogeant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme

Vu les articles 1^{er}, 127 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 2^o, et 10, § 2;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 2^o et 10, § 2;

Vu le décret 111 de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire commune, notamment les articles 3, 2^o, et 10, § 2;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de Promotion du Tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme;

Considérant qu'il convient de définir les missions, les lignes directrices du fonctionnement, du financement et du contrôle de l'Office de Promotion du Tourisme;

La Région wallonne représentée par son gouvernement en la personne de son Ministre-Président, Elio Di Rupo et en la personne de son Ministre Benoît Lutgen, Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

La Commission communautaire française représentée par son Collège en la personne de son Ministre-Président, Benoît Cerexhe et en la personne d'Evelyne Huytebroeck, Membre du Collège en charge du Tourisme,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme, est remplacé par l'alinéa suivant : « La Commission communautaire française et la Région wallonne confient à l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles des missions déterminées en rapport avec la promotion du tourisme. »

L'alinéa 2, article 1^{er}, du même décret, est remplacé par les alinéas suivants :

« Les missions organiques de l'Office de Promotion du Tourisme sont :

1^o d'installer et de gérer les bureaux touristiques situés dans les principales aéroports belges;

2^o de faire connaître le patrimoine, les infrastructures et les initiatives touristiques des Régions bruxelloise et wallonne, en organisant des campagnes et des actions promotionnelles et en participant à des foires et à des salons en dehors des Régions wallonne et bruxelloise;

3^o d'utiliser les systèmes de réservation mis en oeuvre avec le soutien de la Région wallonne ou des autorités publiques de la Région bruxelloise;

4^o d'analyser et de prospecter les marchés dans le domaine du tourisme en dehors des Régions wallonne et bruxelloise ».

Sans préjudice des missions confiées par la Commission communautaire française à l'ASBL BITC, le membre du Collège de la Commission communautaire française en charge du Tourisme peut confier à l'Office de Promotion du Tourisme des missions de promotion touristiques complémentaires, par délégation expresse et pour une durée limitée, y compris sur le territoire des Régions wallonne et bruxelloise.

Sans préjudice des missions confiées par la Région wallonne au Commissariat général au Tourisme par le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du Tourisme, le ministre du Tourisme de la Région wallonne peut confier à l'Office de Promotion du Tourisme des missions de promotion touristique complémentaires, par délégation expresse et pour une durée limitée, y compris sur le territoire des Régions wallonne et bruxelloise.

Article 2

L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le financement public des missions organiques de l'Office de Promotion du Tourisme est assuré selon la clef de répartition suivante : 113 à charge du budget de la Commission communautaire française et 213 à charge du budget de la Région wallonne.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les moyens affectés par la Commission communautaire française dans le cadre des missions organiques visées à l'article 1^{er}, alinéa 2 du décret, sauf accord expresse du Collège de la Commission communautaire française, ne dépasseront pas - sur base annuelle - les moyens alloués pour l'année 2006 soit 4.326.000 €, indexés pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent accord selon la formule :

$$\text{Montant prévu} \times \frac{\text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

L'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent accord et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa 2 sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

Le coût des missions complémentaires, le cas échéant, y compris celui du personnel supplémentaire nécessaire, est assuré par la seule autorité délégante. Pour ces missions déléguées, une comptabilité distincte est établie pour la Commission communautaire française et une autre pour la Région wallonne. »

Article 3

L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office de Promotion du Tourisme conclut tous les trois ans un contrat de gestion avec la Commission communautaire française et la Région wallonne.

Le contrat de gestion porte notamment sur :

- les objectifs généraux assignés à l'Office de Promotion du Tourisme pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre;
- les critères d'évaluation du contrat de gestion.

Le contrat de gestion est conclu sur base du calendrier suivant :

- au plus tard le 31 mars précédant l'échéance d'un nouveau contrat de gestion, l'Office de Promotion du Tourisme formule ses propositions aux ministres du Tourisme de la Commission communautaire française et de la Région wallonne;
- au plus tard le 30 juin précédant l'échéance d'un nouveau contrat-programme, les ministres du Tourisme de la Commission communautaire française et de la Région wallonne adoptent conjointement le contrat-programme de l'Office de Promotion du Tourisme.

A défaut d'accord, le précédent contrat-programme est prorogé d'un an.

L'Office de Promotion du Tourisme justifiera chaque année, au plus tard le 30 avril, de l'exécution de ses missions en communiquant au Collège de la Commission communautaire française et au gouvernement wallon, les comptes et le rapport d'activités relatifs à l'exercice précédent. Le rapport d'activités évaluera le travail de l'Office de Promotion du Tourisme sur base des critères déterminés par le contrat de gestion et analysera leur évolution.

Dans le mois de leur réception, le gouvernement communique les comptes et le rapport d'activités au Conseil régional wallon et à l'Assemblée de la Commission communautaire française. »

Article 4

L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Collège de la Commission communautaire française et le gouvernement wallon désignent chacun un Commissaire sur présentation du ministre ayant le tourisme dans ses attributions. Les commissaires assistent aux réunions du conseil d'administration et du bureau ainsi qu'à celles du comité d'audit et du comité de rémunération afin d'y exercer une mission de contrôle pour l'accomplissement de laquelle ils ont les pouvoirs les plus étendus.

A cette fin, les commissaires reçoivent dans les mêmes délais les documents dressés à l'attention du conseil d'administration, du bureau et des comités d'audit et de rémunération. Ils ont accès à toutes les informations et à tous les documents qu'ils estiment utiles pour l'exercice de leurs tâches.

Chaque commissaire dispose d'un délai de 8 jours francs pour prendre un recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts, au contrat de gestion pluriannuel ou à l'intérêt général.

Le recours ainsi que le délai pour former celui-ci sont suspensifs.

Ce délai court à partir du jour où la décision a été prise lorsque le commissaire y a été régulièrement convoqué et dans le cas contraire, à partir du jour où il en a connaissance. Chaque commissaire exerce ce recours auprès du ministre qui l'a présenté.

Si dans un délai de 30 jours francs commençant à courir le même jour que le délai visé à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le ministre n'a pas notifié l'annulation de la décision à l'organe concerné ainsi qu'au Directeur général de l'association, la décision devient définitive. »

Article 5

Le Directeur général de l'Office de Promotion du Tourisme peut participer au Comité d'orientation créé par le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du Tourisme.

Article 6

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 confiant certaines missions à l'Office de promotion du tourisme et déléguant certaines compétences en application du décret du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme, est abrogé.

Article 7

Le présent accord de coopération entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Le premier contrat de gestion portera sur la période 2008-2010.

Namur, le 23 octobre 2006.

Pour le Gouvernement wallon :

B. LUTGEN,

Ministre en charge de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme

E. DI RUPO,

Ministre-Président

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, du Budget et du Tourisme

B. CEREXHE,

Ministre-Président

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mars 2007.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 1417

[C — 2008/31206]

22 MAART 2007. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord gesloten op 23 oktober 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het « Office de Promotion du Tourisme » en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de promotie van het toerisme

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en wij, het College, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een in artikel 127, § 1 van de Grondwet bedoelde materie.

Art. 2. Goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord gesloten op 23 oktober 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het « Office de Promotion du Tourisme » en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de promotie van het toerisme.

Dit samenwerkingsakkoord is bijgevoegd bij onderhavig decreet.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme en tot opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het « Office de Promotion du Tourisme » en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de promotie van het toerisme
Gelet op de artikelen 1, 127 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1 ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet 11 van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 2°, en 10, § 2;

Gelet op het decreet 11 van de Raad van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie inzonderheid op de artikelen 3, 2° en 10, § 2;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 2°, en 10, § 2;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het « Office de Promotion du Tourisme » en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de promotie van het toerisme;

Overwegende dat de opdrachten, de krachtlijnen van de werking, van de financiering en van de controle van het « Office de Promotion du Tourisme » dienen te worden bepaald;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van zijn ministerpresident, de heer Elio Di Rupo, en in de persoon van zijn minister van Landbouw, Ruraliteit, Milieu en Toerisme, de heer Benoît Lutgen;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar college in de persoon van zijn ministerpresident, de heer Benoît Cerexhe, en in de persoon van het lid van het college belast met Toerisme, Mevr. Evelyne Huytebroeck,

Hebben het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Lid 1 van artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme wordt vervangen door het volgende lid : « De Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest vertrouwen aan het « Office de Promotion du Tourisme de Wallorrie et de Bruxelles » bepaalde opdrachten toe die verband houden met de promotie van het toerisme. ».

Lid 2, artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende leden « De organieke opdrachten van het « Office de Promotion du Tourisme » zijn :

1° de vestiging en het beheer van de toerismebureaus die gevestigd zijn in de belangrijkste Belgische luchthavengebouwen;

2° het bekend maken van het erfgoed, de toeristische infrastructuur en initiatieven van het Brussels en Waalse Gewest, door de organisatie van promotiecampagnes en promotionele acties en door deel te nemen aan beurzen en salons buiten het Waalse en Brussels Gewest;

3° het gebruik van de reservatiesystemen die met de steun van het Waalse Gewest of van de overheden van het Brussels Gewest tot stand zijn gebracht;

4° de analyse en de prospectie van de markten op het gebied van toerisme buiten het Waalse en het Brussels Gewest ».

Onverminderd de opdrachten die door de Franse Gemeenschapscommissie zijn toevertrouwd aan de VZW BI-TC, kan het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Toerisme uitdrukkelijk en voor een beperkte duur bijkomende opdrachten ter promotie van het toerisme toevertrouwen aan het « Office de Promotion du Tourisme », op het grondgebied van zowel het Waalse als het Brussels gewest.

Onverminderd de opdrachten die door het Waalse Gewest zijn toevertrouwd aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, kan de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor Toerisme uitdrukkelijk en voor een beperkte duur bijkomende opdrachten ter promotie van het toerisme toevertrouwen aan het « Office de Promotion du Tourisme », op het grondgebied van zowel het Waalse als het Brussels Gewest.

Artikel 2

Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De openbare financiering van de organieke opdrachten van het « Office de Promotion du Tourisme » gebeurt aan de hand van de volgende verdeelsleutel : 113 ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en 213 ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Onverminderd lid 1 zullen de middelen die, behoudens uitdrukkelijke instemming van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, door de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de organieke opdrachten bedoeld in artikel 1, lid 2, van het decreet aangewend worden, - op jaarbasis - de middelen toegekend voor het jaar 2006 niet overschrijden, namelijk 4.326.000 euro, geïndexeerd om rekening te houden met de waarde van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit akkoord, volgens de formule :

$$\text{Voorzien bedrag} \times \frac{\text{nieuw indexcijfer}}{\text{aanvangsindexcijfer}}$$

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand van inwerkingtreding van onderhavig akkoord en het nieuwe indexcijfer is dat van de verjaardatum van die inwerkingtreding.

In ieder geval worden de op grond van lid 2 aangepaste bedragen naar de lagere eenheid afgerond indien de decimaal kleiner is dan 50 en naar de hogere eenheid indien de decimaal gelijk aan of hoger is dan 50.

De kostprijs van de bijkomende opdrachten, in voorkomend geval met inbegrip van de kostprijs voor het nodige bijkomend personeel, wordt enkel overgenomen door de delegerende overheid. Voor die gedelegeerde opdrachten wordt er een afzonderlijke boekhouding gevoerd voor de Franse Gemeenschapscommissie en een andere voor het Waalse Gewest. »

Artikel 3

Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het « Office de Promotion du Tourisme » sluit om de drie jaar een beheerscontract met de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest.

Het beheerscontract heeft meer bepaald betrekking op :

- de algemene doelstellingen die aan het « Office de Promotion du Tourisme » toegewezen worden voor de komende drie jaar;
- de aan te wenden middelen om ze te bereiken;
- de evaluatiecriteria voor het beheerscontract.

Het beheerscontract wordt gesloten op basis van het volgend tijdschema

- uiterlijk op 31 maart voor het vervallen van een nieuw beheerscontract maakt het « Office de Promotion du Tourisme » zijn voorstellen over aan de ministers van Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest;
- uiterlijk op 30 juni voor het vervallen van een nieuw programmacontract nemen de ministers van Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest samen het programmacontract van het « Office de Promotion du Tourisme » aan.

Bij gebrek aan overeenstemming wordt het vorig programmacontract met één jaar verlengd.

Het « Office de Promotion du Tourisme » legt jaarlijks, uiterlijk op 30 april, verantwoording af voor de uitvoering van zijn opdrachten door de rekeningen en het activiteitenverslag in verband met het vorig werkjaar over te maken aan de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering. In het activiteitenverslag wordt het werk van het « Office de Promotion du Tourisme » geëvalueerd op grond van de criteria uit het beheerscontract en wordt de evolutie ervan geanalyseerd.

Binnen de maand na de ontvangst ervan maakt de regering de rekeningen en het activiteitenverslag over aan de Raad van het Waalse Gewest en aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie. »

Artikel 4

Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen elk een Commissaris aan op de voordracht van de minister bevoegd voor Toerisme.

De commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur en van het bureau bij, evenals de vergaderingen van het auditcomité en van het bezoldigingscomité om er een controle-opdracht uit te voeren waarvoor ze over de ruimste bevoegdheden beschikken.

Daartoe ontvangen de commissarissen binnen dezelfde termijnen de stukken opgesteld ten behoeve van de raad van bestuur, het bureau en het audit- en het bezoldigingscomité. Zij hebben toegang tot alle gegevens en alle stukken die ze nuttig achten voor de uitoefening van hun taken. Elke commissaris beschikt over een termijn van acht volle dagen om een beroep in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, de statuten, het meerjarig beheerscontract of het algemeen belang.

Het beroep en de termijn om een beroep in te dienen zijn opschortend.

Die termijn gaat in te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing is getroffen indien de commissaris regelmatig is opgeroepen en in het tegenovergestelde geval vanaf de dag dat hij er kennis van gekregen heeft.

Elke commissaris dient dat beroep in bij de minister door wie hij is voorgedragen.

Indien de minister binnen een termijn van dertig volle dagen die ingaat op dezelfde dag als de in lid 3 van onderhavige paragraaf bedoelde termijn de nietigverklaring van de beslissing niet heeft meegegeeld aan het betrokken orgaan, evenals aan de directeur-generaal van de vereniging, dan wordt de beslissing definitief. »

Artikel 5

De directeur-generaal van het « Office de Promotion du Tourisme » mag deelnemen aan het door het decreet van de Raad van het Waalse Gewest van 27 mei 2404 betreffende de organisatie van het toerisme opgericht Oriëntatiecomité.

Artikel 6

Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 met het oog op het toevertrouwen van zekere opdrachten aan het « Office de promotion du tourisme » en op het delegeren van zekere bevoegdheden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de promotie van het toerisme wordt opgeheven.

Artikel 7

Onderhavig samenwerkingsakkoord zal in werking treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Het eerste beheerscontract zal betrekking hebben op de periode 2008-2010.

Namen, op 23 oktober 2006.

Voor de Waalse Regering :

B. LUTGEN,

Minister belast met Landbouw, Ruraliteit, Milieu en Toerisme

E. DI RUPO,

Minister-President

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College belast met de Bijstand aan Gehandicapte Personen en het Toerisme

B. CEREXHE,

Minister-President

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 22 maart 2007.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport